

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

MERCREDI

7

JANVIER

1976

N° 77

1,50 F

Belgique : 15 F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

## ANGOLA

### OFFENSIVE DU MPLA

## UNE GUERRE CONTRE L'INDEPENDANCE

Uige (anciennement Carmona, capitale d'une des deux provinces du Nord de l'Angola, est tombée entre les mains du Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (MPLA). Le Front National de libération de l'Angola (FNLA) perd ainsi la principale ville qu'il tenait. En même temps, sont tombées plusieurs autres villes : General Frierre, Vista Alegre, Nambuanguo. La base aérienne de Negage, par laquelle le FNLA recevait son matériel militaire, serait également entre les mains du MPLA.

Tels sont les derniers développements, à quelques jours de la réunion de l'Organisation de l'Unité Africaine convoquée sur cette question, de la guerre qui ravage l'Angola depuis cet été. L'offensive déclenchée ainsi par le MPLA sur le front Nord devrait lui permettre d'arriver en position favorable à cette conférence. Au moment où le sanglant conflit angolais (qui aurait déjà fait 100 000 victimes) connaît peut-être un tournant décisif, la question de sa nature se repose avec acuité.

Guerre de libération menée par un authentique mouvement de libération (le MPLA) contre deux autres mouvements, considérés comme des instruments de l'impérialisme ? C'est parfois ainsi que la question est tranchée. Les derniers événements devraient cependant, une fois de plus faire réfléchir les anti-impérialistes sincères qui croient à cette affirmation. Les deux avions américains, tout le matériel militaire saisi par le MPLA à Uige viennent certainement prouver, s'il en était besoin, les liens du FNLA avec l'occident. Cependant, les forces qui ont mené cette opération sont pour l'essentiel une division cubaine, armée de chars russes T 34 et de batteries de mortiers russes, soutenus par des avions et des hélicoptères également russes.

Guerre de mouvement, d'un type parfaitement classique, les combats en Angola, depuis cet été, ont entièrement perdu la base de guerrilla paysanne qui, du temps du colonialisme portugais, en faisait une authentique guerre de libération nationale. Des troupes régulières, sans lien réel avec la population, avancent ou reculent au gré de l'importance des soutiens

en matériel et en hommes qu'elles reçoivent de l'étranger. Le MPLA, qui tient la capitale, Luanda, part à la conquête de zones où, durant toute la lutte contre le colonialisme, les combats menés contre les Portugais reposaient sur les épaules des guerilleros du FNLA. Dans une atmosphère d'intervention étrangère généralisée, les maux qu'elle entraîne se développent à grande allure, d'un côté comme de l'autre : à Luanda, le MPLA reconnaît que 50 % de l'aide en nourriture qui arrive par le port est détournée du fait de la corruption.

De part et d'autre, les deux principaux partenaires de cette guerre par angolais interposés se lancent défis et propositions de négociations, montrant bien par là qu'ils sont les véritables maîtres du jeu. Peu après que la Pravda ait reconnu «l'aide matérielle et morale» soviétique au MPLA, le président des États Unis, lundi, proclamait sa décision de prendre les «mesures limitées qui conviendront pour entraver ces actions soviétiques que nous jugeons inacceptables». ET chacun de se prononcer pour la «fin de toute intervention étrangère».

Suite page 8

## les vigneronns chez bonnet : LA COUPE EST PLEINE

Contrôle des camions-citernes venant de Sète, hier mardi... Vin d'importation répandu dans les fossés : les viticulteurs ne baissent pas les bras.

Aujourd'hui leurs représentants discutent avec le ministre de l'agriculture pour mettre sur pied un «office interprofessionnel du vin». Cet office verra-t-il le jour ? Que sera-t-il ?

Sera-t-il conçu sur le modèle de l'O.N.I.C. (Office National Interprofessionnel des Céréales) ? Cet office succède en 1940 à l'office du blé créé en 1936 par le Front Populaire à un moment où dans une France fermée sur elle-même, les surplus de blé malgré

qu'une quantité importante soit dénaturée, avaient fait totalement s'écrouler les prix. Cet office, dans ce cas aura le monopole, l'exclusivité, de toutes les opérations commerciales portant sur le blé. Il achète à prix déterminé tout le blé qu'on lui propose. Il revend aux minotiers, stocks, exporte, transforme en aliment pour le bétail... S'il vend à un prix inférieur, il fait lui-même, avec l'aide de l'Etat, la différence. Ce système offre aux producteurs une garantie totale au point de vue prix. Cette garantie, les gros céréaliers patrons de l'office l'ont imposée au sein du Marché Commun agricole.

Suite page 5



## CONCORDE

### UN OUVRIER QUI A TRAVAILLÉ SUR LE SUPER-SONIQUE TÉMOIGNE

voir p.4

## Irlande

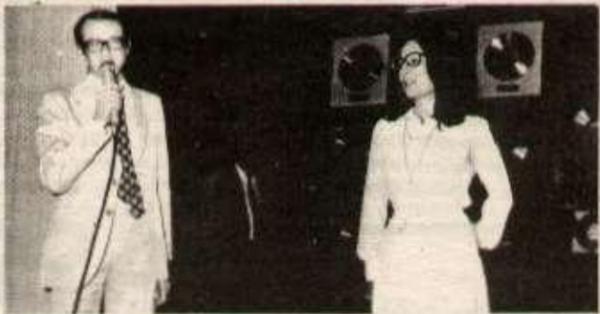
### massacre de 10 protestants

### L'ANGLETERRE EST CAUSE DE TOUT



Le car du massacre !

## RACKETT CHEZ LES PATRONS DU SCHOW-BUSINESS



Monsieur Hazan, avec Nana Mouskouri, un des «produits» qu'il a lancés.

Le réveillon s'est mal passé pour M. Hazan, PDG de Phonogram. Alors qu'il tenait sa réunion hebdomadaire avec ses collaborateurs, six hommes qui n'avaient pas été invités, se sont présentés armés de revolvers et de fusils à canon scié. «On est venu récupérer le solde», a dit l'un d'eux. Ils ont ligoté le PDG et l'ont embarqué dans une malle en osier.

Depuis, ils ont fait connaître leurs exigences : le versement d'une rançon de 150 millions et ils ont déjà posé plusieurs lapins aux responsables de la Phonogram

venus à leurs rendez-vous apporter la rançon. Ce n'est qu'hier, que la police a autorisé la levée du black-out sur cette information.

La Phonogram est une des filiales de Philips en France. Cette société spécialisée dans l'édition de disques et de musiques-cassettes, c'est la plus importante dans ce secteur en France, emploie 205 personnes et fait 208 millions de chiffre d'affaires. C'est elle qui commercialise les disques de Halliday, Gainsbourg, Brassens, Lama, Mouskouri...

Suite page 5

**la vie du journal**

# dans notre courrier

que le peuple prene la parole dans le Quotidien du Peuple et qu'il la garde

J'écris au Quotidien du Peuple pour dire un peu ce que j'en pense, comme ça, en vrac si ça peut servir, tant mieux.

La mise en page : on n'en parle jamais mais cela me semble drôlement important. En fait rien de plus politique qu'une mise en page d'un journal : on n'a qu'à acheter 4 ou 5 quotidiens différents le même jour, ça saute aux yeux. Sur quel fait d'actualité un journal veut-il mettre l'accent à une période donnée ? De quelle manière le fait-il ? etc... Autant de choses qui sont déterminées en dernier lieu par ceux-là qui, ayant tout le fond du journal (articles, photos, dessins, etc...) vont devoir en façonner la forme : choix de la grosseur des lettres, encadrement, place des articles, etc... A ce niveau je crois que le QdP est en nette progression : parce que les photos sont de plus en plus expressives et nombreuses, les encadrements bien délimitatifs (c'est important pour ne pas confondre les articles), les lettres ont des styles de plus en plus diversifiés rompant avec une conception monotone de mise en page (cf : titre du très bon conte vietnamien par exemple), et les articles sont de plus en plus clairs, précis, parlant, facile à lire avec des titres plus accrocheurs qu'auparavant. Pour celui qui lit le QdP depuis le début, il est évident que tout cela n'est pas tombé du ciel ! C'est bien simple d'ailleurs, au plus les gens du peuple écrivent au journal au plus celui-ci s'améliore ; que le peuple prene la parole dans son journal et qu'il la garde, le QdP n'en sera que meilleur !

Cependant tout cela est bien petit, je veux dire d'un bien petit format. Je sais que le Quotidien a pour projet de passer prochainement à 12 pages, ce qui est non seulement excellent mais indispensable. Les camarades ne pourraient-ils pas expliquer pourquoi ils ont choisi cette solution et non celle d'un 6 pages grand format ? Cette dernière solution permettrait en effet une affirmation encore plus grande du QdP au niveau de sa place dans les kiosques... Les photos et les titres pourraient y être plus grands, plus voyants, non ?

Au niveau fond, c'est une bonne chose qu'apparaissent de plus en plus dans le journal des articles sur les luttes payannes, sur la « vie syndicale », sur les problèmes quotidiens du peuple (famille, école, santé). Pour ces dernières en effet cela permet au simple lecteur de se servir des conseils du QdP comme arme immédiate pour ne pas se laisser rouler par la bourgeoisie dans sa vie de chaque jour. Ne pas hésiter à fournir au peuple ces petites armes quotidiennes. D'ailleurs les lecteurs eux-mêmes, sur la base de leurs

« expériences, pourraient se passer ces armes entre eux par l'intermédiaire du journal. Savoir « défendre le consommateur » (expression consacrée !) le consommateur de base, le défendeur de manière communiste, lui permettre de s'organiser et de lutter contre l'exploitation financière (hausse des prix), publicitaire (bourrage de crâne), meurtrière (produits toxiques non contrôlés) etc... que lui fait subir la bourgeoisie chaque jour, cela peut aussi être un des rôles du QdP, non ? A ces lecteurs d'en décider et de prendre cette

chose en main. Ce sont de mauvais coups de plus à porter à nos exploiters inconditionnels...

Comme ce camarade soyez nombreux à envoyer votre point de vue sur la maquette du journal, sa « forme ». Nous le demandons particulièrement aux lecteurs qui ont quelque spécialisation ou pratique en la matière. Il s'agit que les lecteurs prennent en main leur journal dans tous les domaines.

## pour moi, c'est une opération politique

A la suite de la lettre d'un lecteur de Port de Bouc sur la Logirem voici un témoignage qui peut intéresser les lecteurs du QdP :

Depuis 1971, Grande-Synthe, ville poussée à côté d'Usinor-Dunkerque, a la chance d'être dirigée par un maire dynamique, PS tendance CERES, qui a animé cette cité-dortoir pour en faire une vraie ville : stade, MJC, boulodrome, salle d'arts musicaux, centre social, petits parcs de jeux pour enfants et dernièrement une magnifique salle des fêtes 3 000 places.

L'an dernier, on s'en souvient, la population a été mobilisée (pétitions, tracts dans les boîtes aux lettres, voiture dans les rues de G.S.) par la mairie sur un problème grave : l'absence d'un centre de soins. Celui-ci est en cours de réalisation sous forme de polyclinique municipale « autogérée ». De plus, M. le maire est un homme simple, il loge lui-même dans un HLM, roule en 2CV, n'hésite pas à venir serrer la main aux grévistes d'Usinor en promettant de débloquent des crédits.

Bien sûr, la vie en HLM ce n'est pas drôle : beaucoup de bruits, beaucoup d'isolement. Mais M. le maire fait ce qu'il peut.

Bref, une municipalité au service des masses ?

Eh bien, cette année le nouveau projet du maire (à peine élu par Europe 1 meilleur maire

du Nord-Pas-de-Calais) ne rencontre plus du tout l'adhésion qu'il souhaitait. Il s'agit de rénover les HLM les plus anciennes (une dizaine d'années). Pour être fidèle à son image démocratique, M. le maire s'est donné les moyens de contacter les locataires intéressés : Une pleine page dans « La voix du Nord », un tract affiché dans les blocs, les ont invités à une réunion : 60 familles sur 320 se sont déplacées. Il y a tellement à faire pour rendre les HLM habitables !

L'équipe technique a exposé le projet, dont le but avoué est « d'animer » ces HLM. « en faire un lieu agréable de repos et rencontre » où les locataires en « organisant en « partenaires sociaux » pourront collaborer avec l'office HLM, la municipalité et le ministère concerné, à l'aménagement de leur environnement.

Tout de suite une question a surgi brutale : qui va payer ? Réponse : aucun crédit n'est débloquent pour le moment. Le secrétaire PCF d'Usinor a alors repris cette position très juste des masses : « pas de rénovation à nos frais », refusant d'aller plus loin, bloquant ainsi toute action. Quant au PS, il rétorque : « organisez-vous, démarrons l'opération, on verra après ». La réunion s'est terminée sur ces 2 positions. Des réactions de ménagères : « Nous refusons de payer ». La réunion ? « Elle n'a servi à rien, je n'ai pas à la prochaine, pourquoi faire ? » « Mon pla-

fond, il est fissuré, quand il pleut je mets des bassines. J'attends toujours pour les réparations. »

Chez une autre la même colère : « Rien n'a été fait depuis 11 ans que je suis ici, toutes les réparations sont à ma charge. Qui va payer s'il y a rénovation ? Et pourtant, il faudrait bien faire quelque chose. A mon avis, l'argent de la mairie est mal employé. Mon loyer est passé de 270 à 460 F surtout de hausse des charges. Les HLM, c'est comme les patrons, ils écoutent puis ils oublient. »

Une troisième est tout aussi sceptique : « Pour moi, c'est une opération politique. Enfin on verra si c'est fait. Vous savez, la municipalité d'union de la gauche, on l'a depuis un moment... »

Toutes sont d'accord : il faut faire quelque chose, mais quoi ? Nous avons rédigé une pétition que les ménagères se chargent de faire circuler chez leurs voisins et dont voici quelques « extraits » : « Nous exigeons des HLM des réparations immédiates dans nos appartements : réparations qui n'ont jamais été effectuées : fissures, infiltrations d'eau, chauffage déréglé, chassis de fenêtres déglacés etc... à la charge des HLM » (dont le maire est vice-président). Elles ont l'intention d'aller la porter en délégation à la mairie.

correspondant Dunkerque

## communiqués

### Besançon

BESANCON - La prochaine réunion du Comité de lutte contre le chômage de Montrapon aura lieu le mercredi 7 janvier à 20 h 30 au Foyer International.

### comité santé Nancy

Le 10 janvier 1976 à partir de 14 h se dérouleront les « 6 HEURES SANTÉ sur les accidents du travail et les maladies professionnelles » au local du QdP à Nancy : 29, rue St Julien (quartier cathédrale). A cette occasion seront projetés : le film « Penarroya » et le montage diapos sur la commission populaire de Liévin.

Cette manifestation sera un lieu de débat sur « comment lutter sur le front de la santé en se mettant au service du peuple ». La soirée (à 21 h) se terminera sur un travail en commissions d'où devront déboucher les nouveaux axes de travail du comité santé de Nancy.

Participent à ces « 6 HEURES » : Le CLISACT, le CLH, le comité de lutte contre le chômage de Pompey-Frouard, des ouvriers de Rombas, le P.C.R. (m.l.).

Le Quotidien du Peuple publication du PCR (ml)  
Adresse postale :  
BP 225 75 924  
Paris Cedex 19  
CCP n° 23 132 48 F Paris  
Directeur de publication  
Y. CHEVET  
imprimé par IPCC Paris  
distribué par les NMPP  
Commission Paritaire :  
56 942

## FRONT ROUGE organe central du P.C.R. ( m-l )

est paru

N° 2 - NOUVELLE SÉRIE  
**Passez vos commandes**

le numéro : 5 F

FRONT ROUGE - BP 161  
75864 - PARIS CÉDEX 18  
CCP 31 191 14 - La Source

# RASSEMBLONS

EN AVANT  
POUR  
LE 12 PAGES

JE SOUSCRIS

10 F    50 F    100 F    F

Nom .....  
Profession.....  
Adresse .....

Envoyer à :  
Le Quotidien du Peuple  
BP 225  
75 924 PARIS Cédex 19  
CCP 23 132 48 F PARIS

JE M'ABONNE

250 F    1 AN    80 F    3 MOIS  
150 F    6 MOIS    30 F    1 MOIS

Nom.....  
Profession.....  
Adresse .....

# LES 15 MILLIONS

**OMNIMANU**

**"on continuera par tous les moyens"**

A Paris, dans le 18ème, au cœur du Paris populaire, 22, rue Pajol, 50 travailleurs immigrés de la société Omnimanu occupent leur boîte. Ils demandent l'amélioration des conditions de travail, le treizième mois, une cinquième semaine de congés payés et depuis hier midi la réintégration de deux contremaîtres licenciés qui refusaient de jouer les chiens de garde de la direction et soutenaient leur lutte.

**OMNIMANU : UN NÉGRIER MODERNE POUR LA S.N.C.F.**

Omnimanu travaille en sous traitance pour la SCETA (filiale routière de la SNCF). La SCETA passe un contrat à OMNIMANU qui loue les quais pour un an et prend en charge le travail de manutention. OMNIMANU qui emploie près de 600 travailleurs dans toute la France, dont 90 % de travailleurs immigrés, travaille

ser aux sanctions, aux brimades une riposte organisée. C'est pourquoi les travailleurs décidèrent de créer une section syndicale CGT.

Elle ne dura que trois mois. « on n'est pas resté longtemps à la CGT, on ne s'entendait pas avec la direction qui a toujours refusé de venir nous aider ! » nous dit un travailleur approuvé par ses camarades. C'est parce qu'alors il ne voyait pas clairement le moyen de lutter dans la CGT pour la transformer qu'ils décidèrent de rejoindre la CFDT. La création de cette section permet de défendre fermement les droits conquis par les travailleurs et d'obliger le patron à les respecter. Certaines améliorations purent être acquises (les bleus, les gants,...) mais le plus important c'était la possibilité de mieux organiser leur lutte, la première depuis plusieurs années.



pour la SCETA depuis plus de dix ans. Rue Pajol, les travailleurs immigrés déchargent des remorques et chargent les wagons en équipe. L'une du matin, l'autre l'après-midi. Le travail est très dur, il s'agit souvent de transporter des charges qui font parfois près de deux cents kilos avec peu de matériel, ceci dans des conditions pénibles. Pas de douches, salaires très bas, soumis à la répression patronale qui mettait les travailleurs à la porte selon son bon plaisir.

**LA CRÉATION DE LA SECTION SYNDICALE**

Il était nécessaire d'oppo-

**CONTINUER LA LUTTE PAR TOUS LES MOYENS**

Hier la réunion était fort animée. L'intransigeance du patron s'est continuellement manifestée malgré l'occupation pendant les fêtes avec la menace d'intervention des flics, la situation difficile qu'est le statut des immigrés, toujours menacés d'expulsion, l'isolement. Mais il y a aussi le sentiment qu'on « ne peut pas rentrer avec des miettes ». Il faut que les deux licenciés soient réintégrés, et si les difficultés contraignent à la reprise « on continuera, par tous les moyens, on saura les trouver ! ».

**ATTAQUE CONTRE LES LIBERTÉS SYNDICALES (Marseille)**

Un licenciement vient d'être effectué au Centre Régional de l'Enfance et de l'Adolescence Inadaptée : un licenciement pour «raison économique» officiellement, en fait, le licencié en question était délégué CFDT. L'inspection du travail, statuant sur la question, avait refusé son accord. C'est alors que Durafour, ministre du travail vient de passer outre, autorisant le licenciement. Depuis quelques temps, on assiste à ce genre de chose, la bourgeoisie violant les quelques lois arrachées par la lutte. Les travailleurs sauront s'y opposer et aller plus loin en étendant les libertés syndicales.

**RENAULT une volonté de lutte qui grandit**

A Renault, après la grève des Presses, pour les revendications, rien n'a fondamentalement changé. Vendredi, il y a bien eu une petite réunion, mais qu'a-t-elle apportée ? Les révisionnistes qui dirigent la CGT disaient hier, à qui voulait l'entendre que des «progrès» avaient été réalisés, mais lesquels ? En fait, comme le disait un O.P. à la porte Zola : «c'est vrai, il y a eu un petit recul chez la direction sur la question des heures de grève, mais c'est peu et c'est étonnant qu'elle accorde même quelque chose alors que le 12 a repris». Voilà qui résume bien la situation, car la direction, vendredi, acceptait de payer 20 % des heures de grève. Elle espère ainsi faire cesser la lutte pour longtemps, en faisant ce petit «cadeau», mais les travailleurs n'ont pas fait grève pour avoir uniquement les jours de grève payés : «La direction croit s'en tirer à un bon compte, mais ça ne fait pas les 100%».

**L'UNIQUE SOUCI DES REVISIONNISTES : «PRODUIRE» !**

Quant au P«C»F, son souci se fait de plus en plus clair : que la direction prenne tous les moyens pour que la production se fasse dans les conditions normales. Ils se plaignent que «le retour des outils n'a pas été effectué en totalité». Ils sont outrés que seulement 53 outils soient entrés vendredi soir !

Ce n'est pas le point de vue d'un ouvrier de l'île Seguin qui nous disait : «ils parlent un peu trop des machines, mais leur boulot, c'est quand même de s'occuper de nos reven-



dications, non ? Ça a été rapide la grève du 12, mais la direction a fait un sacré coup de force, on ne s'y attendait pas, on n'était pas préparé pour ça». Alors, comment continuer ? «Pour le moment, il va y avoir les négociations pour 76 mais on ne sait pas bien quand, il faudrait les appuyer par la grève. Mais ça ne suffit sûrement pas. Tiens, d'ailleurs, il y a les gars du 74 qui sont en grève. Il faudrait peut être faire comme eux». Oui, au «Bas Meudon» ils viennent de mener 5 jours de grève.

Ce deuxième mouvement, en peu de temps montre qu'il y a la volonté de lutte à Renault, une volonté qui grandit ! Mais là encore, le souci des révisionnistes, c'est de se débarrasser au plus vite de ces luttes sectorielles, par crainte qu'elles ne s'étendent (voir encart).

Que l'outillage des presses soit réintégré au plus vite, que les mouvements de grève cessent, voilà le but des révisionnistes depuis plusieurs jours à Renault. Alors qu'un employé vient d'être licencié, les révisionnistes parlent de «régler le conflit au plus vite».

Ce qu'ils veulent dire par là, c'est que si le licenciement n'était pas annulé, cela pourrait déclencher un nouveau mouvement, mais chez les O.P. cette fois, et ils veulent l'éviter à tout prix. «Les O.P. vont-ils eux aussi, être amenés à donner un autre caractère à leur lut-

te ?» demandent-ils avec angoisse !

Les inquiétudes des faux communistes du P«C»F à la direction de la CGT risque bien de grandir en effet les travailleurs de Renault n'ont pas dit leur dernier mot, loin s'en faut !

Richard FEUILLET

**A L'ATELIER DU «BAS MEUDON» CHEZ RENAULT de drôles de leçons tirées par les révisionnistes...**

Les travailleurs des 2 chaînes «retouche» au premier étage du «Bas Meudon», chez Renault, viennent de mener 5 jours de grève. Leurs revendications portaient sur l'amélioration des conditions de travail insupportables sur les chaînes. Ils luttèrent en outre contre la présence d'un cheffillon répressif dans l'atelier. Ils viennent d'obtenir le vidage de l'atelier, du chef en question. «Le membre de l'encadrement» comme disent pudiquement les révisionnistes aurait démissionné ! Sur les conditions de travail, des améliorations sont encore à apporter, mais soyons sûrs que les travailleurs ne sauront se contenter de promesses ! La conclusion que tirent les révisionnistes de la lutte est pour le moins étrange : «Ce conflit pose avec force la nécessité de l'alliance des ouvriers avec les agents de maîtrise» !!! Autrement dit, les travailleurs luttent contre la maîtrise et les révisionnistes proposent de «renforcer» cette lutte en l'arrêtant pour s'allier à cette même maîtrise, qui à longueur de journée, fait suer les travailleurs pour le profit de Renault. Ce n'est pas étonnant, de la part de ceux qui se fixent comme but de gérer au profit d'une nouvelle bourgeoisie le système capitaliste, et particulièrement ces «entreprises nationalisées» comme Renault. Ce qui est étonnant, c'est qu'ils osent dire après cela qu'ils soutiennent la lutte des travailleurs du 74, au «Bas Meudon» !

**une «tactique» bien significative...**

A la Manufacture des Emaux de Briare (Loiret) on licencie et on réduit les horaires. Dans cette usine qui emploie quelques 600 travailleurs, on trouve une cellule du P«C»F et deux sections syndicales : CGT et FO, qui ont laissé passer sans réagir environ 200 licenciements plus ou moins déguisés. Surprise ! Dans la seconde semaine de décembre, les deux syndicats lancent un mot d'ordre de grève ! Lutte contre les licenciements ?... Bataille de l'ensemble des ouvriers de la Manufacture ?...

Non ! Le patron pouvait dormir tranquille... C'étaient seulement les 27 ouvriers des Ateliers Mécaniques (les plus qualifiés et les mieux payés) qui soumettaient à la direction un projet de grille de salaires pour compenser la baisse de leur pouvoir d'achat, baisse due aux réductions d'horaires. Comme le précisait la presse locale... «Cette grille est tout à fait raisonnable et ne risque nullement de mettre en danger la Manufacture».

Quand on a des revendications «raisonnables» on adopte des formes de luttes «raisonnables»... c'est bien normal. En une semaine, il a été observé 2 fois 2 heures et 1 fois 1 heure d'arrêts de travail. En face, le patron n'hésite pas : il fait venir un huissier et menace de faire effectuer le travail en sous-traitance.

Résultats ? Un communiqué triomphal des responsables CGT claironnait : «les grévistes ont décidé de suspendre leurs débrayages... afin de préserver leur unité et leur cohésion pour des luttes futures». Mais de quelle unité future parle-t-il, de l'unité CGT et FO par l'unité des

travailleurs. Affirmant plus loin : «malgré l'intransigeance de la direction qui a bloqué toutes négociations ont constaté des reculs certains de sa part». Les reculs, les voici :

- prise de conscience des bas salaires
- augmentation de 2,9% pour janvier
- promesse d'une nouvelle grille de salaires.

Pour la direction de la CGT : «ces acquis permettent la reprise du travail dans l'unité». Voilà la politique des révisionnistes à Briare qui refusent toute lutte contre les réductions d'horaires et les licenciements et baissent les bras pour leur propre «programme d'action»...

Correspondant Briare

**C.D.1 Berliet Vénissieux : pas de trêve du réveillon !**

Une quinzaine de travailleurs de la ligne 1 ont fait grève une heure pour casser la croute, pendant les fêtes. La revendication avancée, c'est le 1/4 d'heure de casse croute. Car il y avait chez les travailleurs la volonté de prendre le temps de manger, les mains propres, au moins une fois l'année !

Non contente d'opposer un refus pour accorder 1 h non payé pour le casse croute de fin d'année, la direction envisage des sanctions contre un délégué CGT, secrétaire de la section CGT (qui n'a d'ailleurs pas participé au casse croute !) pour grève illicite : «grève bouchon ayant entraîné l'arrêt de la chaîne. (ligne 1)».

# CONCORDE ce qu'en pensent les travailleurs de l'aéronautique

Interview d'un délégué syndical d'un bureau d'étude de la SNIAS.

**Quotidien du Peuple : Tu travailles dans un service technique de la SNIAS, et tu as eu à travailler sur certains aspects de Concorde. Que faut-il en penser du point de vue technique ?**

R. : « Techniquement parlant, c'est une réussite. C'est un avion qui est intégralement fabriqué en France, et l'on

## SUBSONIQUE ET SUPERSONIQUE

La progression dans l'atmosphère des avions se heurte à l'obstacle des ondes sonores qu'ils produisent. Ces ondes (qui sont des vibrations des particules composant l'atmosphère) se déplacent à environ 1100 km/h. Un avion se déplaçant à cette vitesse est donc soumis à une pression et à des vibrations très importantes. C'est pourquoi sa forme doit être spécialement étudiée, pour un vol au delà de la vitesse du son (supersonique). D'autre part, la compression de l'air ainsi produite cause un fracas perceptible au sol (le « bang »), qui peut même briser des vitres.

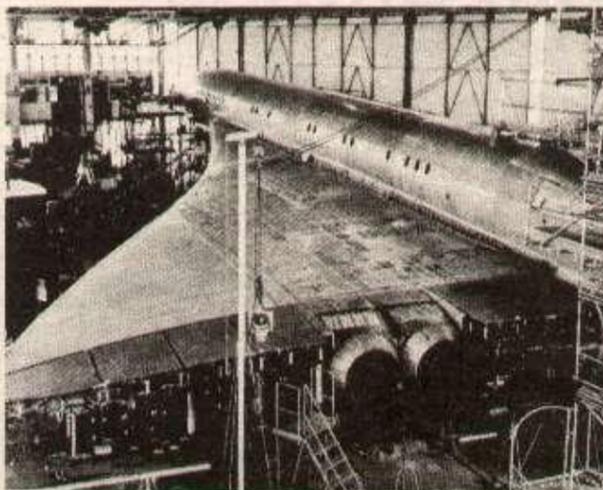
n'a pas besoin des services américains pour le faire. Mais lorsqu'on parle de réussite technique, c'est un avion très satisfaisant « pour l'esprit » c'est-à-dire que l'on sent que les ingénieurs, les techni-

ciens, les bureaux d'étude ont fait quelque chose qu'ils voulaient grand ».

**QdP : Pour l'instant, le Concorde que va exploiter Air France ne dispose que de 108 places, et a un rayon d'action limité. Un certain nombre de compagnies aériennes (la Lufthansa, par exemple) l'estiment non rentable. Qu'en penses-tu ?**

R. : « Les informations nombreuses que j'ai eues à ce sujet - d'ailleurs très controversées - me font penser que dans l'optique des compagnies aériennes, il ne sera jamais rentable. La porte du Concorde, sur laquelle j'ai travaillé, fait une cinquantaine de kilos, et revient à 50 millions. La cinématique (c'est-à-dire le mouvement de cette porte) est bien plus compliquée qu'une horloge... »

» Du point de vue de la capacité, Concorde ne peut pas, et là je m'avance avec certitude, au stade où il en est, prendre plus de passagers. S'il y a des passagers supplémentaires (ou plus de réserves de carburant, pour le rayon d'action), ça nécessite de revoir la puissance des moteurs, et donc la structure de l'avion. Ce serait un « super-Concorde », et là, il y aurait des problèmes techniques importants à résoudre. Pour l'instant, rien n'est envisagé en ce sens. Il a été seulement évoqué le projet d'un super-Concorde, avec l'aide des américains. C'était



à l'époque où les américains disaient : Concorde, c'est un excellent prototype, qui permettra de voir plus grand (4 à 500 personnes). Mais ce serait une étude complète à refaire, un nouvel avion à concevoir, qui ferait appel non seulement à des moteurs bien plus puissants, mais aussi à des métaux nouveaux ».

**QdP : Et que dire de la pollution que risque de produire Concorde ?**

R. : « D'après des syndicalistes qui sont montés dans Concorde, et l'ont entendu depuis le sol, le bruit serait en gros celui d'un Boeing 747. Le problème est plutôt celui du bruit des avions en général, et pas spécialement celui

de Concorde. Pour la pollution produite par les moteurs, je pense que Concorde a été conçu de façon à ce qu'elle soit bien inférieure à celle d'un 747.

» En ce qui concerne l'altération des couches d'ozone, c'est un problème très délicat. Cela dépend de la vitesse de l'avion, de son altitude, et de beaucoup d'autres paramètres. Or on ne connaît pas encore bien les trajets que suivra Concorde, puisqu'on ne sait pas les lignes sur lesquelles il sera exploité. La SNIAS conteste formellement qu'il y aura une telle altération. D'après ce que je sais, il y aura altération, mais dans quelle mesure ? Les spécialistes sont encore à s'interroger ».

**QdP : Et sur la sécurité d'un tel avion ?**

R. : « Pas de problèmes à ce sujet : c'est un avion qui est réservé à une certaine classe de la société, et ils n'ont pas lésiné sur la sécurité. Concorde est l'avion le plus sûr qui n'ait jamais été réalisé. On a fait des frais très importants. Du point de vue de la fabrication, on a travaillé sur la porte de l'issue de secours et le nombre de contrôles qui sont faits à tous les niveaux (y compris sur la qualité de la matière) est impressionnant. Pour donner un ordre de grandeur, là où les cotes étaient au 1/10<sup>e</sup> sur les autres avions, on le fait au 1/100<sup>e</sup> pour Concorde. Cela explique en partie le coût élevé de cet avion. »

## QUELQUES DONNÉES TECHNIQUES SUR CONCORDE

Vitesse de croisière : 2,2 fois la vitesse du son (2350 km/h)  
Nombre de passagers : 108 pour Air France, 120 maxi  
Rayon d'action : selon la charge, de 6000 à 6500 km.  
Prix de la place : 20 % de plus que les places de première sur les avions classiques...

## LES COUCHES D'OZONE

Les couches qui composent l'atmosphère comportent toutes une certaine proportion d'ozone. Mais c'est de 20 à 25 km d'altitude (en dessous de la stratosphère) qu'elle est la plus importante. Les supersoniques naviguant entre 17 et 20 km, sont proches de cette couche. Or l'ozone a un rôle essentiel dans les mécanismes biologiques des êtres vivants, car elle a la caractéristique d'être dissociée par les rayons ultraviolets dangereux, et ainsi de les filtrer. Tout le problème consiste à en connaître l'évolution encore mal connue. Il faut remarquer que d'autres facteurs peuvent l'altérer, par exemple le fréon contenu dans les « bombes » aérosols.

## L'industrie aérospatiale

100 000 travailleurs sont employés dans cette industrie, que se compose de la SNIAS et de la SNECMA (nationalisées et engagées dans le programme Concorde), du groupe Dassault Bréguet de Matra et de leurs sous-traitants. En plus de Concorde, l'Airbus, le Mercu-

re et un nouveau réacteur de 10 T sont les projets actuels de cette industrie, orientée à 80% vers la production militaire. La réorganisation de cette industrie (diminution du secteur militaire, limitation de Concorde) a déjà entraîné plusieurs milliers de licenciements.

## le rééquilibrage de la majorité en Lorraine

Grâce aux voix des républicains indépendants, J.J. Servan-Schreiber vient d'être élu à la présidence du Conseil Régional de Lorraine. Il bat avec 33 voix le candidat de l'UDR Vilmain qui obtient 26 voix et le candidat du PS Jean Bernard qui ne totalise que 6 voix. L'intérêt de cette élection ne réside pas dans ses conséquences pour la Lorraine, le rôle du conseil régional est des plus limités et qu'un réactionnaire ait triomphé d'un autre ne changera rien à la situation des travailleurs de la région, qui ne prêtent guère attention au cirque Shreïbérien. Cette élection n'a d'importance que dans les affrontements entre formations politiques de la majorité présidentielle.



nicipales et surtout les législatives.

Pour se faire élire, Servan Schreiber qui avait préparé les choses de longue date a conclu un marché avec les républicains indépendants : on vous laisse la mairie de Nancy, vous nous donnez vos voix pour la présidence du conseil régional. Dans ce marché, c'est l'UDR la grande perdante. Ce qui s'est réalisé en Lorraine c'est le début de ce que RI et réformateurs nomment le rééquilibrage de la majorité. Ce premier accord électoral anti UDR en préfigure d'autres pour les cantonales, les mu-

Pour Servan Schreiber, il était particulièrement important de parvenir à se hisser sur ce piédestal. D'abord pour soigner son image de marque passablement ternie après son expulsion du gouvernement sous la pression de l'UDR, quelques jours après sa nomination, et après son échec à la présidence au parti radical. C'est également pour lui qui tente de se faire la champion du régionalisme, de se saisir de cette présidence pour limiter les reculs de Giscard sur la question régionale face à l'UDR.

## méto : un nouveau système de contrôle

« on ne peut plus sauter par dessus... mais on peut passer par dessous »

Décidément, les ingénieurs de la RATP ont vraiment bien du mal, ils ne doivent plus savoir quoi inventer pour empêcher le passage des resquilleurs.

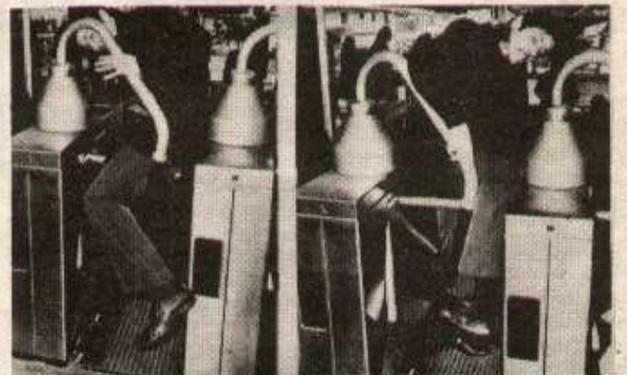
En fait leurs problèmes ont commencé quand la Régie a voulu supprimer les poinçonneurs, entraînant le licenciement de plusieurs centaines de travailleurs. Il a fallu trouver dès lors un système automatique pour le contrôle des voyageurs. La première machine installée fut sans doute un désastre pour la RATP : il s'agissait d'une machine où il suffisait d'introduire n'importe quel bout de papier dans la fente prévue pour le billet pour que le passage s'ouvre. En quelques semaines, la Régie pressée de vider les poinçonneurs, avait fait installer à toutes les stations ces nouvelles machines. Et... les derniers appareils venaient tout juste d'être livrés, qu'on devait démonter les premiers installés ! Ainsi en quelques mois, la Régie devait de nouveau remplacer toutes ces machines par celles qu'on connaît aujourd'hui et qui, elles, possèdent un système magnétique pour vérifier la validité des tickets. A la suite de cette affaire, un certain nombre de « mauvaises langues » avaient même laissé entendre que la « mésaventure » de la RATP n'avait pas été aussi imprévue que cela et qu'il y aurait eu

quelques pots de vins de la part des fabricants, pour faire passer leur camelote, que cela ne les aurait pas étonnés.

Or, depuis quelques temps, la RATP a installé de nouveaux portillons dans certaines stations. Un modèle particulièrement « recherché » est expérimenté : il s'adresse aux resquilleurs aux grandes jambes ou assez souples qui, jusqu'ici, ne prenaient pas le temps de passer au guichet, préférant enjamber discrètement le portillon... Pour ces « clients »-là, la RATP a fait monter sur les machines en place un bras supérieur articulé, en plus de la barre déjà existante.

« On ne peut plus sauter par dessus... mais on peut passer par dessous », nous ont alors montré plusieurs jeunes. Visiblement la présence d'un employé de la RATP, réparant une machine, ne semblait pas trop les gêner. De nos jours, il est vrai que le boulot de réparateur occupe bien son homme : « Et ce n'est pas le nouveau système qui m'empêchera d'avoir à réparer des machines sabotées par de l'acide sulfurique, des lames de rasoirs ou avec du fil... »

Si les nouvelles machines arrivent à dissuader quelques resquilleurs, elles posent peut-être encore plus d'em-



barras à des voyageurs même munis de ticket. Imaginez que vous avez au bout de chaque bras une grosse valise, ou que vous sortiez des grands magasins populaires tout proches de la station avec plusieurs paquets et un ou deux de vos gamins, il va falloir déjà que vous vous libériez une main pour mettre le ticket, pousser la barre supérieure puis que vous preniez bien garde de ne pas vous emmêler les jambes dans le toumiquet. Alors à plusieurs occasions, le mécontentement se manifeste : « C'est vraiment une honte, ils dépensent des centaines de millions à ça, plutôt que d'améliorer les conditions de transport, de plus ils viennent d'augmenter les prix et puis, regardez sur cette ligne Nation-Dauphine, c'est encore des vieux métros, parce qu'il passe dans des quartiers populaires comme Barbès et que le bruit n'est alors pas

bien grave ; mais pour Nation-Etoile, par le sud, par les beaux quartiers, là il y a longtemps qu'ils ont mis de nouvelles voitures avec des pneus... ». La colère de la mère de famille fait attrouper, une vieille dame qui avait déjà bien du mal à s'y retrouver avec les nouvelles machines nous explique aussi alors les difficultés et la peur que développent toutes ces nouvelles machines chez les personnes âgées. Comme nous disait un vieux travailleur : « Non seulement, on paye de plus en plus cher, pour être toujours plus serré aux heures de pointe, mais en plus, nous, on risque de se blesser et quand il y a beaucoup de monde, qu'il arrive, par exemple quelqu'un, un étranger ou un provincial, qui ne connaît pas, et il bloque tout... ». Alors maintenant, qu'est-ce que vont nous inventer ces messieurs de la direction de la RATP ?

Dans cette affaire, plus d'un élément demeure troublant. Et tout d'abord le comportement des gangsters qui ont agi au grand jour, sans se masquer, avec une parfaite assurance, comme s'ils savaient qu'ils ne courraient aucun risque. C'est également ce qui a précédé l'enlèvement : il y a quelques mois, un chèque de 3,5 millions, portant la signature de Hazan était viré à un compte ouvert sous un faux nom, et aussitôt retiré. Le 28 octobre, une bombe explosait devant l'immeuble de la Phonogram. Étrange également, le silence imposé par la police et l'attitude de la famille et des collaborateurs de Hazan, refusant de collaborer avec les enquêteurs.

On parle de racket, mais tout le problème est de savoir qui en tire les ficelles, dans l'entourage du PDG de la Phonogram, on doit avoir des idées là-dessus. Les règlements de compte entre magnats des affaires peuvent se faire par différents moyens, y compris par père interposée. Dans ce cas, on risque d'ignorer longtemps les dessous de cette affaire. Comme on ignore toujours les dessous d'affaires comme le hold up de la poste de Strasbourg, la mort de Martin Laffèche, ou du juge Renault...

# 2 milliards pour un PDG

Suite de la 1

## LE SHOW BUSINESS : UN MILIEU TRÈS SPÉCIAL

Dans le petit monde du show business, Hazan n'est pas n'importe qui : PDG de Phonogram, 20 % du marché de l'édition musicale, soit un chiffre d'affaires de 200 millions, lui passent entre les mains. Ce milieu si fermé du show business vaut la peine qu'on s'y attarde un peu, par la pourriture de notre société qu'il révèle.

Vous êtes auteur compositeur (c'est le meilleur des cas). Vous parvenez à intéresser une maison d'édition. Celle-ci vous fait signer un contrat de cession de son et d'édition musicale lui réservant 50 % des droits sur toute utilisation de votre travail. Souvent, cette maison d'édition assure aussi la production, on vous fait alors passer un « contrat d'artiste » d'une durée de six à sept ans ; moyennant quoi, la maison s'engage à

éditer un 30 cm par an (au mieux), et vous interdit tout autre enregistrement. Vous toucherez de 3 à 5 % du prix de gros du disque (qui est de 17 F pour un 30 cm). Si jamais ce que vous faites risque de faire palir une super-fabrication genre Mireille Mathieu, on vous mettra au « frigo », c'est-à-dire que vos disques ne sortiront jamais...

Autre hypothèse, vous êtes le copain d'une personnalité du showbiz (nom intime de ce milieu), vous l'avez persuadée que vous avez des talents de mélodiste en lui fournissant une dizaine de notes sur une portée. Si vous êtes « très copain » avec ce monsieur, c'est la fortune : un « arrangeur » fera de ces dix notes le « tube » de l'été. Il aura fait tout le travail, mais n'en verra pas la couleur...

Dans les studios d'enregistrement, les choses ne sont pas plus reluisantes : un producteur décide d'un enregistrement. Il téléphone au syndicat des musiciens pour lui commander dix « requins » pour le lendemain. Les requins, ce sont les musiciens professionnels. Ceux-ci, envoyés par le syndicat arrivent un quart d'heure avant l'enregistrement, « s'échauffent » avec la partition pendant un quart d'heure, et c'est parti... C'est ainsi que la musique déversée tous les jours par la radio (après abondant graissage de patte des programmeurs) est fabriquée. Aujourd'hui, cette industrie connaît une période de crise. Cela n'a pas empêché Philips de rassembler le milliard et demi demandé par les « enleveurs » d'Hazan en quelques heures...

# les vigneronns chez bonnet:

## la coupe est pleine

Suite de la 1



Ce qui leur a permis et leur permet encore d'éviter les aléas du marché, et de se développer sans risque.

Sera-t-il conçu sur le modèle de la SIBEV ( Société Interprofessionnelle du Bétail et des Viandes ) créé en 1953 ? Cette société n'a pas de monopole : elle achète et vend en fonction des marchés. S'il y a un surplus d'offre de viande sur le marché, elle achète pour éliminer cet excès et pour raffermir les cours. Si au contraire les prix montent trop, elle met ses stocks sur le marché, ou même fait appel à l'importation pour enrayer la hausse. Il s'agit donc simplement d'une société d'intervention et de régulation.

Cette société en fait a surtout profité aux intermédiaires, maquignons et chevillards, qui, grâce à elle, se sont taillés des profits considérables. Les producteurs de viande, en général des petits et moyens paysans, n'ont pas eu le poids des gros céréaliers pour la mettre à leur service.

Une première question se pose donc : Cet office du vin sera-t-il vraiment au service des producteurs de vin, ou, sous le masque de l'interprofession, sera-t-il comme la SIBEV un instrument entre les mains du grand négoce ?

supposons que ce soient les producteurs qui en aient le contrôle effectif - ce qui est bien loin d'être acquis - une seconde question se pose : à quels producteurs l'office profitera-t-il surtout ? Aux gros, comme pour l'ONIC, ou aux autres ? Il n'y a guère d'illusions à se faire sur ce point, d'autant plus que tout est actuellement entrepris pour que ces questions soient masquées. Partout on ne parle que de Marché Commun, et de rivalités entre la viticulture languedocienne et italienne. Le pouvoir bourgeois joue à fond cette carte. Ce faisant, il accomplit sa mauvaise tâche habituelle de division et d'intoxication. La FNSEA et le CNJA sont de

farouches partisans du Marché Commun. Depuis des années, ces organisations demandent aux petits paysans d'accepter des sacrifices pour se hisser au « niveau européen ». Du coup, les viticulteurs paraissent des briseurs de l'unité paysanne. Dans ce sillage, déjà, à la radio et à la télé, des commentateurs n'ont pas manqué de faire remarquer que d'après les statistiques officielles, les viticulteurs sont ceux qui parmi les paysans, ont le moins souffert ces dernières années de baisse de revenus... Ce qui revient à dire aux producteurs de viande et de lait par exemple ; ces viticulteurs qui ont moins à se plaindre que vous sont en train de casser le marché commun qui vous est nécessaire...

Mais surtout en renvoyant la balle dans le camp du Marché Commun, en ne parlant que des rivalités entre l'Italie et la France, la nature vraie du problème est escamotée. C'est le gros négoce français et italien qui profite de la crise. Et ce sont les travailleurs de la terre français et italiens qui en font les frais. Le problème n'est que superficiellement une question de frontières. Une fois encore, c'est sur le dos des travailleurs que les représentants du pouvoir bourgeois tenteront au cours des discussions sur l'office du vin, de faire porter tout le poids des désordres que crée le système capitaliste.

Les viticulteurs qui ne cèdent pas devant les menaces de Chirac, le chantage au calme de Bonnet, ne capitulent pas et croient qu'il en va de leur existence de travailleurs occupants de la terre, les viticulteurs qui cherchent la solidarité et l'unité avec les travailleurs et le peuple de la région dans les opérations « villes mortes », ces viticulteurs ont compris que l'enjeu dépasse de beaucoup la création d'un office du vin, même si celui-ci - ce qui n'est pas négligeable - peut à court terme assurer leur survie.

J.-C. D.

# DEUX POEMES DU PRESIDENT MAO TSE TOUNG

publiés à l'occasion de la nouvelle année



## RETOUR AU MONT TSINGKANG

D'après le motif (musical) de Chouei Tiao Keh Teou

Depuis longtemps j'aspire à toucher aux nuages. Je gravis le Tsingking une nouvelle fois. De loin je viens rejoindre un secteur d'autrefois : Son vieil aspect se change en un jeune visage. Partout chants de loriots, tournoisements d'hirondelles,

De même en murmurant coulent les cascades. La route monte et dans les cieux s'engage. Par-delà Houangyangkie, une fois à l'écart, Aucun point périlleux ne vaut plus un regard.

Grondement des vents et tonnerres, Elan des drapeaux, des bannières, Voilà le monde des humains.

Mais déjà trente-huit ans s'en vont de la durée, Simple chiquenaude aux doigts de nos mains. On peut cueillir la lune en haut de l'empyrée, Et prendre la tortue au-dessous des cinq mers, Le retour triomphal de rire et chant s'anime. Rien d'impossible au sein de l'univers, Pourvu qu'on ose escalader la cime.

Mai 1965

## DIALOGUES D'OISEAUX

D'après le motif de Nien Nou Kiao

Un rock déploie ses ailes, S'élève à quatre-vingt-dix mille lis Et déchaîne un cyclone formidable. L'azur sur le dos, il regarde en bas : Partout des murs d'enceinte élevés par les hommes.

Tant de feux déchirent le ciel, Tant d'obus flétrissent la terre, Au fond de son buisson, un moineau en est cloué d'effroi.

« Mais c'est vraiment la fin de tout ! Oh ! Partons vite à tire-d'aile ».

« Où veux-tu donc aller, s'il te plaît ? »

Le moineau de répondre :

« Il est palais de jade en montagne de fées. Ne sais-tu donc pas qu'il y a deux ans déjà, Un pacte tripartite était signé sous la belle lune d'automne ? »

Et puis, il y a plein de quoi manger :

Aux pommes de terre bien cuites

S'ajoutera du bœuf à point »

« Assez, tout ça n'est que du vent.

Tu vois, le monde est en bouleversement. »

Automne 1965

Ces deux poèmes du Président Mao Tsé Toung ont été publiés dans le Quotidien du Peuple, le Drapeau Rouge et le Journal de l'Armée de Libération à l'occasion du jour de l'an. Chaque fois qu'il en a été publié (39 maintenant), c'était pour appuyer, développer un grand mouvement de lutte en cours.

Écrits en 1965, leur style, très imagé exalte l'enthousiasme et l'héroïsme révolutionnaire du peuple. « Retour au mont Tsingking » évoque 1927 qui fut une année de terrible répression exercée par le Kuomintang contre le Parti Communiste et les forces populaires chinoises. Mais, par leur combat héroïque, ils remportèrent des victoires, notamment à Houangyangkie dans la région du Mont Tsingking, préfigurant ainsi la victoire finale, la libération totale de la Chine en 1949 et la fin de plusieurs siècles d'oppression féodale. « Rien d'impossible au sein de l'univers, pourvu

qu'on ose escalader la cime ». Les luttes et les victoires du peuple transforment la vieille société et « son vieil aspect se change en un jeune visage ». « partout chants de loriots, tournoisements d'hirondelles ».

« Dialogue d'Oiseaux » évoque lui aussi une époque de profondes transformations, où « le monde est en bouleversement ». Les peuples se soulèvent dans une grande tempête révolutionnaire. « Le rock déploie ses ailes ». Le rock est un oiseau fabuleux, légendaire, d'une taille et d'une force extraordinaires. L'inquiétude qu'il provoque chez les exploités, les réactionnaires n'épargne pas les révisionnistes soviétiques, « le moineau est cloué d'effroi », c'est de Krouchtchev qu'il s'agit.

« Le monde est en plein bouleversement » et les peuples du monde entier osent « escalader la cime ».

# LES DERNIERES LUTTES DE 1975

## sur tous les fronts ...

Le chantage à la crise, à l'emploi, pèse encore au printemps. Renault Le Mans puis Usinor Dunkerque, Unimel Besançon... rompent l'attente, entrant en lutte contre le chômage partiel et pour les salaires.

Dès lors, une vague gréviste va marquer une première étape de la reprise massive de l'initiative ouvrière contre la crise : à Usinor qui continue s'enchaînent Chausson, les Câbles... et plus de 100 usines occupées en plein début d'été.

Même les vacances ne casseront pas complètement ce mouvement.

À l'automne, de nombreuses luttes se continuent, et depuis des mois, pour l'emploi, tandis que s'affirme peu à peu le refus du chômage partiel (à l'échelle de branches entières : chimie, textile...). La réflexion depuis le printemps s'est déplacée : de « faut-il lutter ? Peut-on lutter ? », la question majeure de la classe ouvrière devient « comment lutter ? ».

Occupation et séquestration, à partir d'octobre surtout, se multiplient (Hoover, Leroy, P.B.T.P., Sovirel, Comsip...). La

combattivité ouvrière s'impose même dans les très nombreuses journées d'action inopérantes lancées par les confédérations CGT et CFDT, notamment dans la chimie et le bâtiment (où les accidents du travail qui se multiplient, en démontrant ouvertement le rôle du patronat, servent de base à une remise en cause de la justice bourgeoise et amènent cette exigence de classe « les patrons en prison ! »).

Près de 500 usines occupées ou touchées par un puissant mouvement de grève : le dernier semestre a été une étape importante dans la lutte pour de meilleures conditions de travail (Dupré, Bronzaira, Cepem, Thomson) mais surtout, de plus en plus, pour compenser les pertes du pouvoir d'achat.

Aux côtés de la classe ouvrière, on a vu alors les employés de magasins (Galeries Lafayette, Mamouth, Inno...) ou des Assurances (A.G.P.) entrer en lutte sur les mêmes thèmes, sans que les freine l'approche des fêtes de Noël (bien au contraire, du fait des conditions de travail exécrables de cette période).

## Pour reprendre l'offensive

LUTTONS EN MÊME TEMPS POUR NOS REVENDICATIONS ET POUR LES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES

ECARTONS LES RÉVISIONNISTES DE LA DIRECTION DES LUTTES.

À la fin de l'année, les luttes de la classe ouvrière n'ont pas connu un même volume qu'auparavant. Ainsi, après Air France, décembre a vu reprendre

tion bâclée, menée par un permanent national devant des délégués locaux réduits presque au silence. La combativité des travailleurs n'est pas en cause ! Sur Orléans, l'entrée en grève des Nouvelles Galeries, presque immédiatement après, témoigne d'une mobilisation maintenue localement.

Victorieuses ou non sur le plan revendicatif, les luttes de la classe ouvrière ouvrent l'année sur des acquis politiques, dont



quelques unes des luttes qui avaient marqué le trimestre : St-Gobain, Paris-Rhône, Clark... Mais ces reprises n'ont pas été une suite d'échecs revendicatifs pur et simple. À St-Gobain, par exemple, les responsabilités des gens du programme commun apparaissent : les Fédérations Chimie (et notamment les révisionnistes qui dirigent la CGT) ont placé les ouvriers devant le fait accompli d'une négocia-

cette détermination. Dans les actions du trimestre passé, l'aspiration à construire un rapport de force, un mouvement d'ensemble, s'est marquée par la volonté de refuser l'isolement des luttes, de mettre à l'action les camarades d'une même branche, d'une même localité. Ce fut le cas pour Sovirel et Idéal-Standard, Quelle et Orléans... Les grévistes de Paris-Rhône et Clark-Strasbourg tentèrent avec

l'aide de syndicalistes révolutionnaires, de comités de soutien, d'en faire autant.

À chaque fois, l'autonomie que recherchait la classe ouvrière pour sa prise en mains des luttes, ses efforts de coordination, ce sont vus contrés. Le P.C.F. et le PS et les directions syndicales qu'ils contrôlent, ont tenté d'étouffer dans l'œuf toute combativité ouvrière qui sortait de leurs normes. Ils ont fait barrage chaque fois que se posait de fait la question d'une offensive de classe dans laquelle s'exprimerait l'initiative ouvrière contre la crise. Partant de là, dans de nombreuses usines, une réflexion se forme : « comment porter des coups à la bourgeoisie dans ces conditions ? Comment se battre alors que la « gauche » serait dans les rangs de la lutte, à sa direction ? » D'autant que les journées d'action qui donnaient le change ont laissé aussi un goût amer à de nombreux travailleurs : « on ne pourra pas attendre, l'arme au pied, une nouvelle cascade de mots d'ordre confédéraux, un mouvement qui leur convienne ».

De luttes trahies en fiction de coordination des luttes, les révisionnistes du P.C.F. ont en 75 encore davantage révélé leur camp !

Dans leur absence de soutien aux emprisonnés du fort de l'Est, leur manœuvre de division du mouvement syndical, leur « chasse aux sorcières » contre-révolutionnaire, ils ont montré que « les libertés » n'avaient de sens que pour eux-mêmes et pour la bourgeoisie, pas pour les masses, dans leur projet de gérer un capitalisme d'Etat dont ils seraient la nouvelle bourgeoisie.

Mais pour la classe ouvrière, et pour les révolutionnaires avec elle, 76

### LES FÊTES N'ONT PAS FAIT OUBLIER LA LUTTE !

Pour des milliers de travailleurs l'année 75, commencée dans la lutte, s'est achevée de même (dans l'usine occupée, dans la plupart des cas), aux quatre coins du pays : de Griffet (Marseille) à Cip-Bailleul, de Caron Ozanne et Piron Bretoncelles à Chauffour (Vitry)... Dans la confection (Artal-Antibes, Gilmo-Obession à Lyon et Grenoble, Vêt-France à Lisieux...) comme chez les mineurs (CEA de Razès...) ou dans l'alimentation (Jacouen en Bigouden...) l'année s'achève par l'entrée en lutte de nouveaux travailleurs. Dans de nombreuses usines des débrayages contre la répression ou pour exiger quelques heures de répit à l'occasion du Réveillon (comme à Berliet...) ont marqué le Nouvel An - tandis que dans Bastiani (Toulouse) ou Thomson (La Roche) occupés, les travailleurs affirmaient, en guise de vœux, leur volonté de vaincre en 76.

s'ouvre devant cette nécessité : briser l'encerclement de la répression bourgeoise et révisionniste (sans cesse davantage à l'œuvre depuis Chausson). C'est la condition pour que se développe une nouvelle offensive qui donne satisfaction aux revendications essentielles et porte enfin la volonté ouvrière dont témoignait récemment les ouvriers de Fos : sortir nos luttes de l'entreprise ; ne plus lutter usine par usine seulement, pour que se rejoignent en une force les aspirations à décider entre travailleurs de l'avenir des luttes et même de la société entière !

Stéphane Raynal

## ECHEC DE LA DÉMAGOGIE GISCARDIENNE ET ESCALADE DE LA RÉPRESSION

On peut maintenant dresser le « palmarès » des attaques frontales portées à la classe ouvrière, le recensement du processus répressif qui a marqué les affrontements de 75. Mais tirer les leçons des « exploits » anti-ouvriers des hommes de main (police et « milices ») du régime, c'est d'abord constater un échec : le « libéralisme » n'avance plus à rien !

► L'aggravation significative des conditions de travail, et de vie (du fait du chômage et du verrouillage salarial mis en place cette année sur les instances successives du CNPF et de Chirac) a démontré avec éloquence ce que valait les « réformes » gouvernementales : allocations « spéciales » aussi vite englouties que tardivement accordées, départ à la retraite à 60 ans au compte-gouttes et dans la misère, chômage partiel tenant lieu de réduction de la journée de travail...

► Ainsi démasquée par sa propre impuissance, l'équipe gérante actuelle du système d'exploitation a mené de plus en plus largement une politique de

force ouverte contre la classe ouvrière et les autres travailleurs pour empêcher l'essor de la riposte des masses. Paradoxalement, les « forces de l'ordre » n'ont donc fait, de la sorte, que couvrir la faiblesse croissante de l'impérialisme français.



► Contre les attaques mêmes de la bourgeoisie, à chaque fois davantage dans le prolétariat s'est développée une conscience (qui s'amplifie) des enjeux politiques des luttes initialement portées par des revendications immédiates.

• Clark, DBA-Angers, Air-France... Où les CRS font évacuer l'entreprise occupée.

• Soretex et Braud Angers, Paris Rhône... où on licencie après coup des travailleurs et des délégués pour fait de grève, où

Chausson-Creil... où le patronat et ses nervis fascistes tabassent et humilient les ouvriers combattifs.

► On traîne en justice des grévistes, des responsables syndicaux.

• Chausson, le Parisien... où la bourgeoisie fait donner milices privées et chiens, matraque les ouvriers.

• Simca, Citroën,

Chausson-Creil... où le patronat et ses nervis fascistes tabassent et humilient les ouvriers combattifs.

• Villers-le-Bel, Câbles de Lyon... où les piquets de grève sont agressés hystériquement, en voiture ou à coup de fusil.

• Air France, Renault Le Mans... où les directions nationalisées exigent en tout un milliard 300 millions « d'indemnités pour dommages et faits de grève » des syndicats.

• Menace d'interdiction du droit de manifestation et violation des droits d'expression politique et syndicale acquis par la classe ouvrière (perquisitions chez des délégués syndicaux de Biaupunkt-Caen, dans des locaux syndicaux de Chaumont, Bordeaux, Besançon, Noisy-le-Sec...)

• Inculpation de responsables syndicaux, sous couvert « d'atteintes au moral de l'armée », par une juridiction d'exception (la Cour de Sûreté de l'Etat).

► Le « réformisme » du pouvoir, usé jusqu'à la corde, a voulu cette année « mettre à la raison » les aspirations ouvrières. Il n'a fait que les accroître !

### UNE ANNÉE D'ATTAQUE CONTRE NOS CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL !

• Année du chômage : 1,5 million de chômeurs totaux ; près d'un million de travailleurs frappés à un moment ou un autre de 1975 par le chômage partiel (un beau record pour le « libéralisme avancé » !). C'est l'année des restructurations du textile (Boussac), de la chimie (Rhône Poulenc) et de la sidérurgie (Usinor)...

• 1975 : la Française se voit décerner la première place en Europe pour « le coût le plus bas de la main d'œuvre pour les horaires les plus longs » (d'après les études du Marché commun) avec une durée de 2 010 heures annuelles pour une augmentation des coûts salariaux de 47,3 % inférieure à celle des Pays-Bas depuis 1968 (entre autres exemples)

• Cette année a vu près de 500 000 coupures d'électricité pour non paiement de quittances. C'est l'accroissement massif de la paupérisation de la classe ouvrière, des petits employés et de la paysannerie pauvre et moyenne. L'année du resserrement des budgets populaires : 18 à 20 % de pertes de pouvoir d'achat (des centaines d'usines occupées « pour 250 F pour tous », les cheminots qui débrayent « pour 400 F pour tous de rattrapage »... en voici des témoignages) ; alors que le SMIC vient tout juste de passer les 1 300 F mensuels pour 40 h par semaine...

• À l'orée de son « année de la qualité de la vie », le pouvoir offre un bilan « social » qui pèse lourd, qui explique ce sur quoi la classe ouvrière doit faire porter ses coups !

**télévision**

**les sports d'hiver**

**LE TOURISME N'A PAS RALENTI LA MISÈRE CHEZ LES PAYSANS**

Les vacances scolaires ont été l'occasion de reparler des sports d'hiver. Avancé le chiffre de 500 000 départs en direction des stations de ski, la télévision n'a de cesse de parler des joies de la neige, des bienfaits du sport. Mais ils sont bien rares les travailleurs qui peuvent partir à la montagne. Et pourtant, quitter les cités HLM, les grandes cités polluées, s'accorder un repos à la montagne, avec la dégradation des conditions de vie, cela devient de plus en plus nécessaire.

Si certains enfants peuvent en profiter avec les classes de neige, c'est au prix de quels sacrifices de la part des parents ? Une classe de neige peut revenir à 1 500 F pour un enfant, c'est-à-dire le revenu d'un mois de travail !

Qu'en est-il dans les régions de montagne ? Faire du ski, ce n'est pas nouveau. Les travailleurs de la région de Sochaux, par exemple, il y a dix ans, partaient souvent dans les Vosges, le dimanche quand il y avait de la neige. De même dans le Doubs, comme en témoigne un paysan que nous avons interrogé : « On a toujours profité de l'hiver... au village, il y a un lac gelé et nous sommes toujours allés faire du patin... ». C'est un fait, le ski de randonnée, le patin à glace

ont une longue tradition populaire derrière eux. C'est pour en profiter et le rentabiliser que les capitalistes l'ont développé sous des formes plus mécanisées. Ils en ont fait une activité d'élite.

Si dans les régions qui s'y prêtent, c'est le ski de fond qui reste le plus pratiqué, ce n'est pas un hasard. Pour la piste, une fois payé l'équipe-



ment, il faut ensuite payer les remontées mécaniques (30 F pour une journée et par personne).

L'argument que mettent en avant les industriels du ski, quand on leur reproche

de faire du ski un sport d'élite, est de dire qu'ils ont, au moins, contribué à créer des emplois dans des régions perdues. Ils laissent sous-entendre qu'ils ont apporté la civilisation chez les paysans, et cela pour leur plus grand profit.

Qu'en est-il vraiment ? Le Métabief, par exemple, il n'y avait que quelques fermes. A

le tourisme et le ski ont été une source de profit pour les paysans de montagne, et bien regardez ce qui se passe ici. A Métabief, en hiver, la commune compte 3 000 habitants, en été, le chiffre redescend à 150. tous les dimanches et pendant les vacances d'hiver, des milliers de personnes viennent ici, et ce n'est pas pour autant que les paysans vivent mieux. Tout d'abord, dans l'infrastructure d'accueil, ils ne possèdent rien. Les seuls à en tirer profit, ce sont les commerçants et puis les promoteurs. Ce sont eux qui tiennent tout. Quand ils ont acheté le terrain, pour les pistes, les résidences, ils l'ont fait sur la base de 0.50 F le m<sup>2</sup>, maintenant, ils revendent à 20 ou 30 fois plus. Pour nous, par contre, les charges sont plus lourdes. Par exemple, toute l'installation d'eau qu'il a fallu faire pour les résidences et les hôtels a été financée par la commune et donc par les contribuables. Avant, on ne payait pas l'eau à Métabief, maintenant, j'aime autant vous dire que la note est salée. Le tourisme n'a pas ralenti la misère chez les paysans. Ce qu'un paysan d'ici a en plus, c'est que l'hiver, il peut, avec ses fils, travailler aux remontées mécaniques ou faire embaucher ses filles comme serveuses.

Aux remontées mécaniques, cela veut dire le SMIC pour 10 H de travail, debout, dans le froid, à passer les cannes des remontées pentes... « Ici, on a vu le ski touristique comme une industrie en flèche qui fournirait des emplois d'appoint, et cela ne nous a pas permis de nous maintenir pour autant. » « C'est aussi une greffe artificielle qu'on a fait au pays ». A Métabief pour une vingtaine de fermes, il y a 2 000 lits. C'est une juxtaposition uniforme de pavillons qui sont conçus pour occuper le moins de place possible et revenir le moins cher à la construction. Une série de petites cités géométriques se suivent en encerclant les fermes. Les pavillons ont tous été construits sur le même modèle : un pièce qui fait cuisine-salle à manger-salon et une ou deux chambres. Séparés les uns des autres par un mètre de distance et une petite barrière en bois pour la couleur locale... ils contribuent à recréer les conditions d'habitat propres aux cités des villes.

Comme le disait un paysan de la région : « Des loisirs, il en faut. Mais ce n'est pas de ça qu'on s'occupe. Ici tout est fait pour nettoyer le porte-monnaie ».

**feuilleton**

**LIEVIN LE MINEUR ACCUSE** de Jean-Paul Gay et Guy Mory

Il y a tout juste 1 an, 42 mineurs étaient envoyés à la mort à la fosse 3 à Liévin. Une Commission Populaire d'Enquête allait se mettre en place. Son travail conduisit au Tribunal Populaire de Liévin le 22 mars 1975 où la responsabilité des Houillères fut clairement démontrée. Jean-Paul Gay et Guy Mory ont participé à ce travail avec des mineurs de Liévin, ils ont recueilli de multiples témoignages et en ont fait un livre dont nous publions des extraits.

**PLUS D'UN SIÈCLE DE LUTTES DANS LES MINES**

1940-1944 : LA RÉSISTANCE

Le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais, est un des plus hauts lieux de la Résistance à l'occupant nazi. Les mineurs seront, durant toute la seconde guerre mondiale, à l'avant-garde de la lutte sous toutes ses formes contre l'occupant. Les fossés de la vieille citadelle d'Arras, avec les 193 plaques qui portent les noms des travailleurs, la plupart des mineurs communistes fusillés en cet endroit par les Allemands, évoquent le sacrifice de milliers d'hommes et de femmes du pays minier... Parmi les noms, celui des frères Camphin, dont le jeune Paul écrira dans une dernière lettre, en 1943 : « Je vais bientôt quitter ma petite vie de 21 ans pour que les enfants de France soient libres et heureux, je n'ai pas trahi la cause de mon Parti, je pars le sourire aux lèvres, la chanson à la bouche ; la mort ne me fait pas peur... Adieu, mon beau gamin des mines, perché à l'extrême pointe

des terrils, pour saluer le passage du cortège.

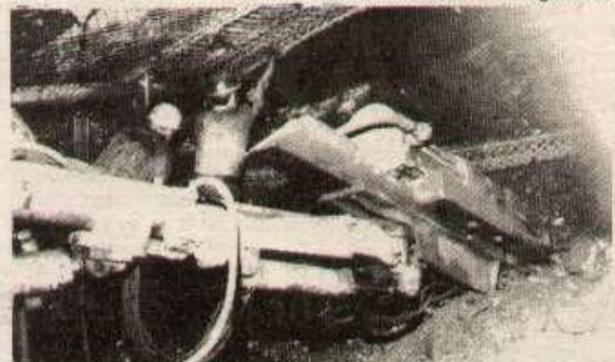
Les petits orchestres des mines, qui animent les soirs de ducasses, et toutes les fêtes du pays minier, sont aussi de la partie : accordéonnistes, joueurs de banjos sont souvent en tête des manifestations, soutenant de leurs instruments, la voix de milliers d'hommes et de femmes en lutte.

Cette grande mobilisation du peuple des mines est un élément de poids face aux Compagnies. L'organisation de la grève dans chaque puits, est un autre élément décisif. Dans chaque fosse, rapidement, s'est constitué un comité de grève qui se substitue à la maîtrise pour diriger les travaux d'entretien et de sécurité : des équipes de volontaires assurent l'épuisement des eaux d'infiltration et la surveillance de l'aérage dans les zones dangereuses. Les délégués à la sécurité poursuivent leur activité en prenant les tenus de grisou. Ainsi, les mineurs pourront reprendre le travail, le jour et l'heure qu'ils auront choisis. Le comité de grève assure la coordination de

la lutte avec les autres puits, et fait chaque jour, le point sur l'attitude de la direction, devant les mineurs puis, il organise les manifestations qui parcourent le pays minier.

A la mi-juin 1936, point culminent de la grève dans l'ensemble des corporations, les mineurs obtiennent satisfaction sur plusieurs revendications. Parti, adieu ! Adieu, mon beau pays. Celui qui va mourir, vous salue. Vive le Parti Communiste ! Vive la France !

Avant l'offensive allemande, contre la France, le gouvernement Daladier avait fait arrêter les militants communistes les plus en vue du bassin



minier du Nord-Pas-de-Calais. Parmi eux, les maires des communes minières de Liévin, d'Avion, de Bully. Le gouvernement Daladier avait également démis de leur poste les délégués mineurs communistes, en nommant des remplaçants qui, très souvent, dès juin 40, se mirent à collaborer avec l'occupant, à la suite de diri-

geants réformistes influents : Georges Dumoulin, Kléber Legay, Priem... Le but du gouvernement et du Comité des Houillères était clair : interdire aux mineurs toute possibilité de résistance, toute possibilité même de se défendre pour des revendications immédiates.

Le Comité des Houillères se prépare ainsi à collaborer à fond avec les nazis. Durant toute la guerre, les directeurs des mines, les ingénieurs des sièges dénonceront aux nazis les mineurs résistants ou simplement repérés comme combattifs, et qui seront alors arrêtés, torturés, fusillés, déportés. Mais, avant même l'occupation allemande, les dirigeants

ministreurs de l'Union des mines, tels Parent, sont aussi responsables de « la Cagoule », organisation secrète d'extrême droite, mise sur pied à la veille de la guerre et qui a pour façade, les syndicats professionnels français.

L'employeur et l'occupant vont conjuguer leurs efforts pour tenter de baigner le pays minier et imposer aux mineurs une exploitation inouïe. Malgré les grandes difficultés d'organisation, le pays minier va résister magnifiquement. Qu'il s'agisse de la grève des mineurs de 41, la plus grande grève sous l'occupation des actions isolées de sabotages, ou de la constitution des premiers groupes de France-Tireurs et Partisans, la solidarité des corons, du pays noir, est essentielle, les initiatives multiples de résistance ne sont possibles que par l'appui de la population qui ravitaille, qui héberge, qui cache une ronéo, ou pour un soir, un homme qui a les Felgendarmes à ses trousses.

La Résistance du pays minier durant cette période, c'est aussi l'internationalisme vivant : mineurs polonais, italiens, français sont au coude à coude. Ils sont 3 : Ferrari, Denys, Pavlovski, un Italien, un Français, un Polonais, à Lambersart, à lancer une des premières attaques directes contre les Allemands, après la débâcle.

(à suivre)

**programme**

MERCREDI 7 JANVIER

TF 1

20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - MARIE-ANTOINETTE  
22 h 00 - LES GRANDES ENIGMES : CODES ET CHIFFRES  
JOURNAL et fin

A 2

20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - POLICE STORY  
21 h 30 - C'EST A DIRE  
23 h 00 - BASKET  
23 h 35 - JOURNAL et fin

FR 3

20 h 00 - PROGRAMMES RÉGIONAUX  
20 h 30 - HOMMAGE A G. PHILIPPE : Les orgueilleux  
22 h 10 - JOURNAL et fin

JEUDI 8 JANVIER

TF 1

19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES  
19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES  
19 h 45 - LA VÉRITÉ TIENT A UN FIL  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - L'INSPECTEUR MÈNE L'ENQUÊTE  
22 h 00 - SATELLITE  
23 h 00 - ALLONS AU CINÉMA  
23 h 00 - JOURNAL et fin

A 2

19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES  
19 h 45 - Y'A UN TRUC  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - DES HOMMES LIBRES  
21 h 45 - RENDEZ-VOUS AVEC E. PETIT OU MILOT MON AMI  
23 h 00 - JOURNAL et fin

FR 3

19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES  
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE  
19 h 55 - JOURNAL  
20 h 00 - ALTITUDE 10000  
20 h 30 - un film, un auteur LA CALIFFA  
22 h 30 - JOURNAL et fin

**NOTRE SÉLECTION**

Le choix n'est pas large, mercredi soir, à la télévision.

Seul « C'est-à-dire » mérite de retenir notre attention.

Sur TF1, c'est la suite de l'interminable feuilleton « Marie-Antoinette » qui essaie de réhabiliter l'épouse de Louis XVI en nous faisant pleurer sur son sort.

Sur FR3, « Les Orgueilleux », film de Y. Allégret, malgré l'interprétation de Gérard Philippe n'est qu'un ennuyeux mélodrame.

« C'est-à-dire », sur A2, est habituellement un intéressant magazine car il traite de l'actualité de la semaine. On devrait y entendre Marchais, de retour de La Havane, parler du prochain congrès du parti révisionniste.

## international

### Liban : provocation anti-palestinienne

Deux camps de réfugiés palestiniens, Tall Zaatar et Jisr El Bacha, situés dans le quartier Est de Beyrouth, sont tenus en blocus par les miliciens de Gemayel. Lundi, les phalangistes ont refoulé par deux fois des convois transportant le ravitaillement destiné aux 50 000 personnes des camps, des Palestiniens mais aussi plus de 20 000 Libanais musulmans chiites chassés du Sud par les incessantes incursions israéliennes.

Cette provocation ne pourra pas porter atteinte à l'unité combattante entre les peuples palestinien et libanais.

### Sahara Occidental

A l'issue d'une rencontre entre le secrétaire général du Front Polisario et le général Giap, vice-premier ministre et ministre de la défense de la République Démocratique du Vietnam, un communiqué a été publié. Le gouvernement vietnamien soutient la lutte du Front Polisario et du peuple sahraoui, contre le colonialisme espagnol et contre les menées actuelles dont il est l'objet de la part de certains pays de la région.

### cambodge : une constitution démocratique

Le Cambodge vient de se doter d'une constitution « qui suit la voie révolutionnaire démocratique » a déclaré le prince Sihanouk. Sa composition sociale reflète la réalité du Cambodge combattant, qui a conquis le droit de se donner la constitution de son choix : 150 paysans, 50 ouvriers et 50 combattants seront élus au suffrage universel. C'est cette assemblée qui en plus de ses pouvoirs législatifs nommera l'exécutif. Le Cambodge est l'Etat des ouvriers et des paysans : la nouvelle constitution instaure une véritable démocratie, politique et économique, elle remet aux mains du peuple les moyens de production, garantit le niveau de vie des masses et supprime le chômage.

Une place toute particulière est faite à la question de l'indépendance nationale : interdiction des bases étrangères et refus de toutes les formes de domination étrangère, y compris culturelles. Le Cambodge réaffirme sa position d'Etat indépendant, uni, pacifique et non aligné (Art. 1).

La nouvelle Constitution du Cambodge est une victoire pour le peuple et sera entre ses mains un instrument précieux pour construire un Cambodge libre et prospère.

## IRLANDE : MASSACRE DE 10 PROTESTANTS L'ANGLETERRE EST CAUSE DE TOUT

Dans la soirée du 5 janvier, dix ouvriers protestants des usines textiles de Glenane dans le Comté d'Armag ont été tués par un commando alors qu'ils rentraient chez eux, après leur travail, dans un minibus. Peu avant l'attaque du commando, les ouvriers catholiques étaient

descendus du bar pour rejoindre leurs habitations à Whitecross où, la veille, deux ouvriers catholiques avaient été assassinés, chez eux, alors qu'ils regardaient la télévision. Le même soir, à Bally-Doo-gan, autre localité du comté d'Armag, deux autres catholiques étaient assassinés. Une organisa-

tion extrémiste protestante revendiquait ces meurtres en représailles aux meurtres de trois protestants, le vendredi 2 janvier. L'armée britannique d'occupation en Irlande du Nord a immédiatement envoyé des renforts de troupes dans le Comté d'Armag.

Le 12 janvier prochain, une réunion du parlement britannique discutera d'un projet de constitution pour l'Ulster. Il s'agit actuellement pour l'impérialisme britannique de maintenir à la fois sa domination sur l'Irlande du Nord et de stopper la lutte du peuple irlandais. Actuellement, l'Irlande du Nord est toujours sous son contrôle direct (Direct Rule) et il tente de mettre sur pied une nouvelle forme de gouvernement qui donnerait l'illusion au peuple irlandais qu'il est gouverné par ses propres représentants. A ce titre, a été « élue » en mai 75, une Convention Constitutionnelle destinée à préparer ce nouveau gouvernement. Comme prévu, ces élections ont donné une large majorité aux organisations protestantes les plus réactionnaires qui refusent toute participation au pouvoir des catholiques. L'impérialisme britannique exerce actuellement des pressions pour faire accepter un partage du pouvoir minimum avec les catholiques et envisage même un référendum sur cette question dans les termes suivants : continuation du Direct Rule ou gouvernement à participation catholique.



Les événements actuels s'inscrivent dans cette situation. Les extrémistes protestants fascistes montrent leur opposition farouche en multipliant les actes de terrorisme et les assassinats de catholiques. Les patriotes irlandais poursuivent leur lutte. En mai dernier, ils ont large-

ment boycotté les élections de la Convention Constitutionnelle. Ils refusent toute solution dans le cadre colonial. Leur exigence : la fin de la terreur britannique, le départ des troupes, une Irlande libre de toute dépendance colonialiste ou néocolonialiste.

Pour la bourgeoisie britannique comme pour la bourgeoisie française, parler de la lutte en Irlande, c'est parler d'une guerre de religion entre des catholiques et des protestants. C'est masquer la lutte du peuple irlandais qui se bat depuis des siècles contre la domination britannique qui a expérimenté en Irlande ses premières formes de domination coloniale. Au XIX<sup>e</sup>, les soulèvements se sont transformés en première lutte de libération.

En 1921, l'Irlande est coupée en deux : l'Eire, au sud, devient une néocolonie britannique ; l'Irlande de Nord ou Ulster continue à être une colonie directe de l'impérialisme britannique, où pour maintenir sa domination, le gouvernement anglais utilise à fond la discrimination entre catholiques et protestants.

Mais, le mythe actuel de la guerre de religion recouvre une réalité de classe : la classe ouvrière est en majorité catholique, la bourgeoisie est en majorité protestante.

En octobre 1968, le mouvement national irlandais prend une nouvelle poussée avec les premières manifestations pour les droits civiques. Le 21 avril 1969, 5 000 soldats anglais entrent en Ulster. Face aux troupes d'occupation, le peuple irlandais riposte par une guérilla armée. Chasser l'impérialisme britannique par la possibilité d'alliances dépassant les frontières religieuses, telle est la cible de la lutte aujourd'hui.

Joëlle FÉCLAZ

## angola : une guerre contre l'indépendance

suite de la page une

De qui se moque-t-on, alors que le porte parole de la Maison Blanche n'a pas nié l'entraînement de mercenaires (non américains) par les Etats Unis ; alors que la polémique n'est pas encore close autour des révélations de Jeremy Thorpe, du parti libéral britannique, qui s'affirme en mesure de prouver, en donnant « le pays et la personne concernée, la façon dont les choses ont été arrangées, par qui et quand », son affirmation que l'URSS aurait versé 50 millions de livres à un dirigeant africain pour que son pays reconstruise le gouvernement du MPLA.

que Populaire de Chine, soutiennent depuis des semaines que cette guerre ne peut rien apporter de bon au peuple angolais, que chaque jour qui passe voit son indépendance rétrécie un peu plus par l'intervention étrangère. Ils appliquent cette position avec conséquence, et la Chine, qui, tout au long de la lutte contre le colonialisme portugais, a soutenu les trois mouvements de libération, a cessé toute aide, depuis qu'elle ne serait plus qu'une interven-

tion dans les affaires intérieures d'un pays.

Pour ce qui nous concerne, tout en soulignant la responsabilité de l'URSS, qui a la première introduit massivement en Angola les armes qu'elle avait refusé de fournir des années durant, alimentant ainsi la guerre présente, nous lutterons aussi contre l'intervention occidentale. C'est que notre bourgeoisie est loin d'être innocente. La voici promue au rang de

premier fournisseur d'armes pour les forces opposées au MPLA. Lors de son voyage au Zaïre, Giscard pouvait-il ignorer que les armes qu'il vendait à ce pays se retrouveraient en Angola, comme le prouvent les nombreux témoignages sur les chars AMX et autres automitrailleuses Panhard aperçus dans le nord du pays. Pire, on se souvient que l'Afrique du Sud, dont les colonnes d'interventions ravagent depuis des mois le sud angolais, le régime raciste honni de tous les peuples africains et des peuples du monde, est, elle aussi, largement équipée en armes françaises. L'accélération de ces fournitures au cours du premier semestre de cette année est évidemment liée, elle aussi, à la préparation de l'intervention sud-africaine. Ainsi, Giscard, apprenti-sorcier au petit pied, cherche lui aussi, en s'appuyant sur les influences qu'il conserve encore dans certains pays africains, comme le Gabon, à jouer, aux côtés des Etats Unis, son propre



Angola : troupes sud-africaines, armes occidentales.

Une chose est claire : les deux principaux impérialismes de notre époque se disputent l'Angola, causant par leur seule intervention une guerre fratricide.



Angola : troupes cubaines, armes soviétiques.

Les authentiques communistes, de par le monde, et particulièrement la Républi-

jeu dans cette zone de l'Afrique.

Des années durant, les authentiques patriotes angolais ont lutté les armes à la main pour libérer leur pays du colonialisme portugais. Demain, ils doivent se retrouver unis, avec notre soutien, contre toute intervention étrangère dans leur pays,

pour une véritable indépendance de l'Angola.

A bas l'intervention des deux super-puissances ! A bas les menées de l'impérialisme français !

Vive l'Angola uni et indépendant !

Jean LERMET